



APERÇU DU RAPPORT ANNUEL DE 2019–2020

Les activités du Centre en 2019–2020 étaient regroupées sous quatre principaux piliers. Voici un résumé des réalisations.

PILIER 1

FURNIR DES SERVICES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS SPORTIFS À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE CANADIENNE

- Soixante-dix (70) nouveaux dossiers ont été déposés au cours de l'exercice financier, provenant de 27 sports différents. Cinquante-trois (53) nouvelles demandes ont été déposées auprès du Tribunal ordinaire, dont huit (8) appels concernant l'octroi de brevets et 27 différends reliés à la sélection d'équipes ou à l'admissibilité. Le Tribunal antidopage a été saisi de 14 nouvelles allégations de violation des règles antidopage, dont trois (3) dans le cadre de services payants, et le Tribunal d'appel antidopage a reçu trois (3) nouvelles demandes.
- Grâce à la promotion soutenue du recours à la facilitation de règlement préalable, 12 demandes de ce type ont été reçues, avec un taux de règlement de 83 %. La moitié de ces demandes avaient trait à l'octroi de brevets à des athlètes.
- Le Centre a fourni, à titre payant, des services professionnels et indépendants de gestion de dossiers pour six (6) processus disciplinaires ou appels internes.
- La Conférence des médiateurs et arbitres du Centre a eu lieu à Montréal en janvier 2020, conjointement avec un séminaire régional du Tribunal arbitral du sport.

PILIER 2

RENFORCER LA CAPACITÉ DE LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE CANADIENNE À PRÉVENIR ET RÉGLER LES DIFFÉRENDS SPORTIFS

- Le Centre a dirigé 30 ateliers et présentations, dont sept (7) par webinar. Deux (2) de ces webinaires ont été offerts à un total de 121 participants provenant de 11 provinces et territoires, en collaboration avec le Conseil des Jeux du Canada.
- Le Programme Connexion droit et sport a été déployé au Manitoba en partenariat avec Sport Manitoba, l'ADR Institute of Manitoba et des étudiants en droit de l'Université du Manitoba. Des séances de formation et d'orientation ont été organisées dans les deux provinces participantes, le Manitoba et la Colombie-Britannique.
- La publication *Prévention des différends pour les entraîneurs* a été mise à jour en collaboration avec l'Association canadienne des entraîneurs (ACE) et a été distribuée à la Conférence du Leadership sportif de l'ACE.

PILIER 3

SOUTENIR LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE DU CANADA DANS LA CRÉATION D'UN ENVIRONNEMENT SPORTIF SÉCURITAIRE

- L'Unité d'enquêtes a recruté 12 nouveaux membres, ce qui porte le total à 25 enquêteurs, répartis dans huit (8) provinces et territoires.
- Le Centre a retenu les services de Prairie Research Associates (PRA) pour réaliser une évaluation indépendante de l'Unité d'enquêtes et de la Ligne d'assistance du sport canadien. À la suite des conclusions du rapport, il a été décidé de poursuivre les deux projets pilotes lors du prochain exercice.
- Entre son lancement en mars 2019 et le 31 mars 2020, la Ligne d'assistance du sport canadien a reçu 1 310 appels, courriels et textos, et les téléphonistes ont aidé 209 clients. Une campagne de promotion a été menée, et des affiches et cartes d'affaires ont été distribuées aux organismes de sport à travers le Canada.
- Le Centre a proposé un cadre d'intervention afin que les allégations de harcèlement, d'abus et de discrimination soient gérées de façon professionnelle et indépendante. Cette proposition guidera la mise à l'essai de mécanismes pour traiter les plaintes en Colombie-Britannique, en collaboration avec viaSport BC.

PILIER 4

VISER L'EXCELLENCE ORGANISATIONNELLE

- Le Centre a adopté et publié un nouveau Plan stratégique pour 2020–2024.
- Le Centre a offert une orientation aux six (6) nouveaux administrateurs du Centre, nommés par la ministre en 2019, et le Manuel du Conseil d'administration du Centre a été mis à jour.
- La partie publique de la Conférence des médiateurs et arbitres 2020 a attiré un nombre record de 170 participants provenant de 12 pays, et offert des occasions uniques de réseautage à des étudiants en droit, à un tarif d'inscription inférieur aux coûts.
- Le Centre s'est conformé à toutes ses obligations légales et contractuelles.